



2^E REUNION DU CONSEIL METEOROLOGIQUE OCEANIEN

Renforcer la résilience et la sécurité des communautés océaniques au moyen d'une approche intégrée visant à réduire au maximum les risques météorologiques, climatiques et hydrologiques



RAPPORT DE SYNTHÈSE ACTES DE LA 2^E REUNION DU CMO

Hôtel Novotel, Nadi (Fidji)

1^{er} - 5 juillet 2013



CÉRÉMONIE OFFICIELLE

1. La deuxième réunion bisannuelle du Conseil météorologique océanien s'est tenue au Centre de conférence de l'Hôtel Novotel, à Nadi (Fidji) du 1^{er} au 5 juillet 2013.
2. Elle s'est déroulée en présence de représentants des États et Territoires suivants, tous membres du Conseil météorologique océanien : Australie, Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Îles Salomon, Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna, Nouvelle-Zélande, Nioué, Palaos, Polynésie française, République des Îles Marshall, Samoa, Samoa américaines, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Étaient également présents des représentants de l'Institut finlandais de météorologie, du GIZ, de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, de l'Université de l'Oklahoma, de l'Université du Pacifique sud, de la Banque mondiale et de l'Organisation météorologique mondiale. La liste des participants fait l'objet de l'annexe 1. La Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est excusée de ne pouvoir participer à la réunion.
3. Netatua Pelesikoti, Directrice de la Division changement climatique du PROE, invite le Révérend Savenaca Nakeke à prononcer une prière d'introduction aux travaux de la réunion.
4. Reginald White, Directeur du Service météorologique national des Îles Marshall, prononce une allocution de bienvenue, et remercie les participants de leur présence à la première réunion du Conseil météorologique océanien qui s'est tenue en République des Îles Marshall. Il précise qu'elle n'était qu'un commencement, et remercie les organisations qui ont apporté un soutien plus que nécessaire à son organisation. La Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique est un précieux guide, mais la réalisation de ses objectifs nécessite la coopération et l'appui de nombreux intervenants.
5. Dans son allocution principale, Kosi Latu, Directeur général adjoint du PROE, félicite le Gouvernement fidjien des services essentiels qu'il fournit à la région. Il indique que le Gouvernement fidjien s'est engagé à couvrir les coûts des services régionaux, et se dit par avance ravi des échanges qui se dérouleront tout au long de la semaine entre le CMO et les spécialistes de la gestion des risques de catastrophe.
6. M. Timoci Lesikivatukoula Natuva, Ministre des travaux publics, des transports et des services publics des Fidji, souhaite la bienvenue aux représentants, et rappelle les engagements du Gouvernement fidjien vis-à-vis de l'action météorologique aux Fidji et dans la région. Il précise que ces engagements visent des services climatologiques, météorologiques et hydrologiques fondés sur des conclusions scientifiques, et que le CMRS de Nadi s'est engagé à fournir des services météorologiques et climatologiques à la région dès sa création en 1977, une détermination qui est restée sans faille durant les années suivantes. Il réaffirme que les Fidji restent engagées auprès des pays voisins, notamment ceux qui n'ont pas encore mis en place leurs propres services, et préconise une étroite collaboration entre les services météorologiques nationaux (SMN) et les bureaux nationaux de gestion des catastrophes, en vue de la prévision des aléas et de la mise en place des mesures nécessaires pour sauver des vies et des biens. À cet effet, le Gouvernement fidjien, la Commission technique mixte OMM/COI d'océanographie et de météorologie maritime (JCOMM) et la Commission technique [d'océanographie, de météorologie maritime] et d'hydrologie vont réaliser un projet pilote sur les inondations côtières qui a pour objet de raccourcir les temps d'alerte. Le projet sera piloté par le Gouvernement fidjien et les partenaires du développement, et les autres pays tireront profit de ses enseignements. Plusieurs inondations, en janvier 2004 et en 2012, ont conduit à transférer la responsabilité des services hydrologiques au Service météorologique fidjien. Le Ministre annonce également que le programme de sismologie du Ministère des ressources et du développement naturel (MRND) relèvera désormais du Service météorologique fidjien qui chapeautera ainsi les services hydrologiques, les services sismologiques et l'alerte aux tsunamis.

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA DEUXIÈME RÉUNION DU CMO

Règlement intérieur provisoire

7. Le Secrétariat présente le document de travail 2.1 – Règles et procédures provisoires, en soulignant que ce règlement provisoire permettra de lancer les travaux en attendant que le CMO adopte son règlement intérieur définitif.

8. Le représentant de la Nouvelle-Zélande demande des précisions au Secrétariat quant aux modalités administratives applicables aux réunions, notamment la préparation et la diffusion des documents de travail, au format électronique et sur papier, dont il est question aux articles 9.1 et 9.2. Le Secrétariat indique que le règlement intérieur est spécifiquement destiné aux réunions du PROE et que, pour des raisons pratiques, ses dispositions ne s'appliqueront pas toutes aux réunions du CMO. Il propose d'ailleurs d'adapter le règlement intérieur du PROE en vue de la deuxième réunion du CMO. S'agissant de la version imprimée des documents, la pratique récente au PROE est de privilégier le recours aux documents électroniques.

9. Suite à une question du représentant du Samoa concernant le statut juridique du CMO, le Secrétariat précise que le CMO est un organe subsidiaire dûment constitué de la Conférence du PROE. Sa création a été entérinée à la Conférence du PROE de 2010, et son mandat a été présenté pour information à la Conférence du PROE de 2011.

10. Le règlement intérieur est adopté tel que présenté dans le document de travail.

Élection du président et du vice-président

11. Le représentant de Vanuatu propose la nomination des Fidji à la présidence de la réunion, une motion qui est appuyée par le représentant du Samoa. Les participants approuvent cette proposition par consensus.

12. Le président sortant du CMO, Reginald White (République des Îles Marshall) remercie les membres du CMO de leur soutien et de leur coopération pendant la durée de son mandat, et encourage les participants à apporter leur appui au nouveau président pendant la semaine de travail et les deux années à venir.

13. Le président de la deuxième réunion du CMO remercie le président sortant de l'action qu'il a menée au cours des deux dernières années, et sollicite des nominations à la charge de vice-président ainsi que pour la constitution du Comité de rédaction.

14. Le représentant des Tonga propose la nomination des Îles Cook à la vice-présidence, une proposition qui est appuyée par le représentant de l'Australie. Les participants approuvent cette proposition par consensus.

Adoption de l'ordre du jour et des modalités de travail

15. Les participants :

- **Adoptent** l'ordre du jour ; et
- **Approuvent** les modalités de travail de la réunion.

Constitution du Comité de rédaction

16. Le Président sollicite des nominations en vue de la constitution du Comité de rédaction. Un Comité à composition non limitée est établi sous la direction du vice-président (Îles Cook), avec pour membres les États-Unis d'Amérique, la République des Îles Marshall, les Tonga, la CPS et l'OMM.

POLITIQUES DE L'OMM EN MATIÈRE MÉTÉOROLOGIQUE, CLIMATOLOGIQUE ET HYDROLOGIQUE – DU CONTEXTE MONDIAL AU CONTEXTE RÉGIONAL

17. Le Directeur régional du Bureau Asie-Pacifique de l'OMM, M. Park, présente la Stratégie 2012-2015 de l'OMM, qui repose sur quatre éléments directeurs ; un plan stratégique, un plan opérationnel, un budget axé sur les résultats et un système de suivi-évaluation. Cette stratégie a été approuvée au 16^e Congrès météorologique mondial, tenu en 2011. Le plan stratégique est fondé sur quatre domaines prioritaires : le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC), les services météorologiques au profit de l'aéronautique, le développement des capacités, ainsi que la mise en œuvre du système d'observation WIGOS, du système d'information (SIO) et des activités de réduction des risques de catastrophe. Cinq domaines d'action prioritaires pour le Pacifique ont été adoptés à la 15^e session du Conseil régional V, à savoir : amélioration des services climatologiques, services pour une adaptation durable, développement des capacités, amélioration des infrastructures, et amélioration des systèmes d'alerte précoce multidangers (MHEWS).

18. Notant les interventions des représentants du Samoa et de l'Australie signalant qu'aucun projet n'a été soumis au Cadre mondial pour les services climatologiques, les participants encouragent les membres du CMO à soumettre des propositions de projets au bureau du CMSC.

19. Les participants prennent note que la prochaine session du Comité des cyclones tropicaux de l'Association régionale V ne se tiendra pas au même moment que la 16^e session du Conseil régional V en 2014, mais en conjonction avec la prochaine réunion du groupe de travail de la COI sur les systèmes d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique Sud-Ouest.

20. Les participants soulignent qu'il convient de renforcer les liens entre la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique et le Plan stratégique opérationnel du Conseil régional V de l'OMM, notant que des synergies doivent être trouvées entre ces deux instruments au niveau des activités.

21. Ils suggèrent que le CMO établisse en son sein un groupe chargé de conseiller les membres sur les services climatologiques disponibles dans le cadre du CMSC et du Comité des cyclones tropicaux (une question qu'il conviendra peut-être d'ajouter au point de l'ordre du jour sur le CMSC).

22. Les Fidji, qui sont actuellement membres du Conseil régional V auprès du Conseil exécutif de l'OMM, font également partie de l'équipe spéciale du Conseil exécutif de l'OMM chargée du CMSC. Les demandes de conseil concernant le CMSC peuvent donc leur être adressées.

23. Le représentant de la Nouvelle-Zélande demande des précisions quant au rôle du Royaume-Uni au sein du CMO, maintenant que ce pays est membre du PROE. Le Secrétariat indique qu'une invitation a été adressée au Bureau météorologique du Royaume-Uni (UKMO) par l'entremise du système des points focaux du PROE, mais qu'il n'a malheureusement pas été en mesure de se faire représenter à la réunion. Une relation de travail a néanmoins été établie entre le Secrétariat et l'UKMO.

24. Le représentant du Samoa demande des éclaircissements quant au projet de déménagement du Bureau régional de l'OMM pour l'Asie et le Pacifique Sud-Ouest, et dans quelle mesure le CMO pourrait envisager de l'héberger dans la région. Le représentant de l'OMM informe les participants qu'un courrier officiel serait adressé en août aux gouvernements pour solliciter des propositions à cet effet.

25. Les participants :

- **Convienient** que les membres du CMO doivent s'engager plus activement auprès de l'OMM, en participant à ses politiques, à son processus de planification stratégique, à son plan stratégique opérationnel 2012-2015, à ses priorités stratégiques et aux programmes et activités connexes ;
- **Encouragent** les membres du CMO à contribuer à l'élaboration d'activités détaillées à l'appui des résultats clés escomptés dans le Pacifique, relevant des plans de travail approuvés des différents organes subsidiaires du Conseil régional V, ainsi qu'aux activités des programmes scientifiques et techniques, des commissions techniques et des autres groupes de travail de l'OMM.

SUITES DONNÉES AUX QUESTIONS DÉCOULANT DE LA PREMIÈRE RÉUNION DU CONSEIL MÉTÉOROLOGIQUE OCÉANIE

26. Le Secrétariat présente un rapport d'activité sur le travail engagé depuis 2011, et précise que plus de 80 pour cent des recommandations formulées à la première réunion du CMO ont été mises en œuvre par le Secrétariat et les partenaires.

27. Le Secrétariat du Bureau météorologique océanien a été renforcé, quelques postes clés ayant été pourvus au sein du PROE, en plus de l'élaboration de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique 2012-2021 et de la signature d'une lettre d'entente avec l'OMM.

28. Les systèmes radio HF se révèlent d'une grande utilité, notamment dans les petits pays insulaires tels que Tokélaou, Tuvalu, Tonga et Kiribati. Le représentant du Samoa demande des précisions supplémentaires à ce sujet, notant qu'il convient d'apporter un appui permanent dans ce domaine, plutôt que de compter sur des consultants.

29. Le représentant des États-Unis d'Amérique précise que des financements sont disponibles pour le renforcement du réseau HF régional ainsi que pour la création d'un autre centre régional. Bien que la tendance ait été de faire appel à des consultants, les États-Unis proposent de rétablir le Centre de formation météorologique du Pacifique d'Hawaii, qui dispensera aussi des formations sur les systèmes de communication. Les besoins de formation évoqués par le représentant du Samoa devraient ainsi être satisfaits.

30. Le représentant du PROE signale que le Secrétariat a fait l'achat d'un système EMWIN pour être en mesure d'apporter une assistance aux pays confrontés à des difficultés liées à ce système.

31. Les participants :

- **Notent** le rapport de synthèse sur les suites données aux questions découlant de la première réunion du CMO et de la 14^e Conférence des Directeurs des services météorologiques régionaux.

RÉSUMÉS DES RAPPORTS NATIONAUX

32. Les membres du CMO présentent de brefs exposés sur l'action menée en vue de la réalisation des résultats clés escomptés dans le Pacifique, tels qu'énoncés dans la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique, sur leurs besoins météorologiques et les moyens d'y pourvoir. Les rapports nationaux figurent en annexe au présent rapport. On trouvera ci-après un résumé des débats et des principaux points soulevés dans les rapports, ainsi qu'un récapitulatif des besoins.

Samoa américaines

33. Mase Akapo, météorologue en chef, présente un exposé sur le Bureau météorologique des Samoa américaines qui relève du Service météorologique national (NWS) de la NOAA, et qui est administré depuis le siège régional du NWS pour le Pacifique. Le Bureau est chargé de la diffusion des bulletins météorologiques, des prévisions hydrologiques, aéronautiques et marines et des alertes aux tsunamis pour le Territoire des Samoa américaines. En 2012, le Territoire a été reconnu prêt, au plan opérationnel, à faire face à un éventuel tsunami, et compte maintenant à s'équiper d'un radar météorologique qui lui donnera une capacité opérationnelle totale permettant d'émettre des prévisions en continu.

34. Le représentant des Samoa américaines demande de pouvoir participer à la formation de prévisionnistes pour les cyclones tropicaux, qui est financée par le NWS-NOAA et dispensée par le Bureau de formation internationale du Pacifique, hébergé par le CMRS d'Honolulu.

35. Il signale que la proposition d'établissement d'une « hotline » hyperfréquences entre les Samoa américaines et le Samoa en cas de catastrophe serait particulièrement utile et mérite d'être relancée. Une proposition est formulée pour que les spécialistes de la gestion des catastrophes, les prestataires de services et le PROE soient invités à participer à la prochaine réunion de coordination des opérations en cas de tsunami, qui sera organisée entre les deux Samoa à Apia, en 2013.

Îles Cook

36. Arona Ngari, Directeur du Service météorologique des Îles Cook (CIMS), présente l'action de son service. Le CIMS relève du Ministère des transports depuis le 1^{er} juillet 2011. Il est membre de l'OACI, et fournit des services aéronautiques pour le secteur Îles Cook de la Région d'information de vol/zone de contrôle océanique d'Auckland. Son mandat est défini par la Loi météorologique de 1995-1996, et ses observations ont débuté en 1899.

37. Il déclare que la formation dispensée à l'occasion de l'atelier sur le SIO/TDCF au profit de la Région V (29 avril – 3 mai 2013) a permis au CIMS d'opérer la transition vers les nouveaux systèmes, et d'abandonner l'envoi des données par courriel.

États fédérés de Micronésie

38. Dans sa présentation, Johannes Berdon, agent principal du Service météorologique de Chuuk (États fédérés de Micronésie) précise qu'il existe trois services météorologiques dans le pays, à Chuuk, Yap et Pohnpei. Les principales réalisations des deux dernières années sont : le recrutement d'un nouveau météorologue, l'installation d'une nouvelle station RSOIS à sondes GPS, l'installation de terminaux Chatty Beetles pour les observateurs météorologiques des îles périphériques, et l'acquisition de nouveaux générateurs d'hydrogène pour les trois services.

Fidji

39. Dans sa présentation, Aminiasi Tuidraki, Directeur par intérim du Service météorologique fidjien, rappelle que le Service est chargé d'émettre des prévisions météorologiques pour les Fidji et de nombreux pays insulaires océaniques. Il s'agit essentiellement de la diffusion des bulletins météorologiques publics, des services météorologiques à l'aéronautique, des bulletins marins, et des services climatologiques et hydrologiques. Le Service est aussi chargé de la prévision des crues et inondations depuis mars 2012.

40. Le représentant des Fidji indique que la question du recouvrement des coûts relatifs aux services à la région n'a pas encore été abordée. Pour le cas où les Fidji souhaiteraient recouvrer les coûts liés à la prestation de services météorologiques à l'aéronautique, le représentant du Samoa leur suggère d'envisager leur rôle en tant que CMRS puisque ces centres bénéficient de l'appui des partenaires pour le développement.

Polynésie française

41. Gérard Therry, Directeur régional de Météo-France Polynésie française, indique qu'outre sa mission d'information publique, Météo-France Polynésie française est chargé d'appuyer la gestion et la réduction des risques de catastrophe, les services à la navigation aérienne et l'action des forces armées, ainsi que les opérations fondamentales d'observation, de prévision et de climatologie. Le Bureau, qui est intégralement financé par Météo-France, a un effectif total de 84 agents. Son système de gestion de la qualité est déclaré certifié ISO-9001 par VERITAS depuis 2009. Le représentant de la Polynésie française demande que des services d'interprétation en français soient prévus à l'occasion des futures réunions du CMO.

Kiribati

42. Dans son exposé, Ueneta Toorua, chargé de la climatologie au Service météorologique de Kiribati, déclare que la responsabilité du Service a été transférée du Ministère des communications, des transports et du développement touristique au Bureau du Beretitenti. Le Service météorologique de Kiribati s'est doté d'une stratégie et d'un plan de mise en œuvre pour la période 2013-2018. Des services sont désormais assurés en continu à l'aérodrome de Kiritimati, l'archivage des données climatologiques et les services climatologiques ont été améliorés grâce à la base de données CliDE, et un poste supplémentaire de climatologue a été financé par l'AusAID au titre du programme COSPPac.

43. Le représentant de Kiribati signale qu'en dépit des formations et des outils de prévision météorologique fournis par le Service météorologique néo-zélandais et par d'autres, le personnel doit encore acquérir la confiance nécessaire pour appliquer ces outils.

44. Le représentant des États-Unis d'Amérique demande que les SMN du Pacifique définissent leurs priorités de formation. D'ici peu de temps, le Bureau de formation internationale de la NOAA dans le Pacifique sera de nouveau opérationnel, et l'établissement de leurs priorités permettra d'adapter la formation aux besoins de la région.

République des Îles Marshall

45. Dans son rapport, Reginald White, Directeur du Service météorologique national des Îles Marshall, indique que le Service a amélioré ses observations en altitude grâce à des radiosondes suivies par GPS, et à un nouveau générateur d'hydrogène. Le Service utilise les systèmes LRIT, EMWIN et Chatty Beetles, et a commencé à saisir les données climatologiques dans la base de données CliDE.

Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna

46. Philippe Frayssinet, Directeur de Météo-France Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna, indique dans sa présentation que le Service de la météorologie est un service mixte associant la Nouvelle-Calédonie et Météo-France. Il a pour principales fonctions les observations, les prévisions météorologiques et l'archivage des données climatologiques. Les services visent à répondre aux besoins du public, du secteur privé, de l'aéronautique et du Ministère de la défense. Le Service a un effectif de 70 agents, dont six sont basés à Wallis et Futuna. Le Service de la météorologie de Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna s'appuie très largement sur Météo-France pour la formation, les moyens d'observation, les systèmes d'information, les outils d'analyse et de production et la recherche-développement.

47. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie rappelle qu'il existe un accord de partenariat entre la Nouvelle-Calédonie et Vanuatu, et souligne que ce type de partenariat pourrait être établi avec d'autres pays insulaires du Pacifique.

Nioué

48. Sionetasi Pulehetoa, Directeur du Service météorologique de Nioué, présente le rapport d'activité de son service. La plupart des objectifs définis dans la stratégie nationale et dans le cadre du projet Changement climatique du PNUE ont été atteints, et des financements ont été dégagés par l'OMM en vue d'une politique et d'un projet de loi sur la météorologie, dont l'élaboration se déroulera avec l'appui du PROE. Il est prévu de doter le Service d'un nouveau plan directeur sur cinq ans. Le Service a un effectif de sept agents, et un budget annuel de 166 000 dollars, mais n'a pas les ressources nécessaires pour assumer sa mission en période cyclonique. Il est prévu d'acquérir un nouveau marégraphe. Le Service météorologique de Nioué a besoin d'un complément de formation et d'un appui général. Enfin, un service radio HF continue d'être assuré au profit des gens de mer.

Palaos

49. Dilwei Maria Ngemaes, météorologiste en chef, présente le Service météorologique de Koror, qui est exploité en coopération avec le NWS/NOAA pour le Pacifique. Le Service tourne en continu avec un effectif de neuf agents. Le Service météorologique de Koror a plusieurs projets en cours sur le changement climatique, et a besoin d'un appui et d'une formation sur la préparation des demandes de financement. Par ailleurs, il est envisagé de faire construire de nouveaux locaux à l'aéroport international.

Samoa

50. Mulipola Ausetalia Titimaea, Directeur général par intérim de la Division des services météorologiques du Samoa, présente le rapport d'activité de la Division qui relève du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, et dispose d'un effectif de 23 agents répartis dans quatre départements : Météorologie, Climat et couche d'ozone, Changement climatique et Géosciences. Les difficultés actuellement rencontrées sont notamment le nombre insuffisant d'agents dotés de compétences techniques et l'accroissement des frais généraux liés à l'achat de matériel indispensable et à la diffusion rapide des alertes météorologiques et sismiques et des alertes aux tsunamis. Le Samoa a activement participé au projet SWFDDP du Conseil régional V de l'OMM.

Îles Salomon

51. David Hiba Hiriasia, Directeur du Service météorologique des Îles Salomon, présente le rapport d'activité du Service qui relève du Ministère de l'environnement, du changement climatique, de la gestion des catastrophes et de la météorologie. Le Service, qui tient son mandat de la Loi de 1985 sur la météorologie, se compose de quatre divisions : Observations météorologiques, Prévisions météorologiques, Services climatologiques et Ingénierie. Les principales réalisations des deux dernières années sont la création de la station météo de Tingoa, et l'achèvement du chantier du bureau et de la station météo d'Henderson. Un audit « à blanc » a également été réalisé.

Tokélaou

52. Kelemení Navucu, Directeur de la Division environnement, indique que l'unité de météorologie de Tokélaou ne compte qu'un seul agent, qui est basé au Samoa. Tokélaou reste donc dépendant des Fidji, via le Service météorologique du Samoa. En 2011, le pays a subi une sécheresse longue de six mois, et on a enregistré une aggravation de l'érosion côtière et une hausse des températures.

53. Tokélaou sollicite l'assistance de la Nouvelle-Zélande en vue de l'installation de stations météorologiques automatiques et de la formation de météorologues. Le représentant de Tokélaou signale qu'une assistance a été apportée à son pays pour l'élaboration de la stratégie sur le changement climatique et du plan de gestion des situations d'urgence qui vise à améliorer les capacités d'alerte précoce.

54. Tokélaou a accepté de réviser le protocole d'accord avec le Samoa en vue de la poursuite de l'aide apportée par ce pays. Il envisage aussi de présenter une demande pour la fourniture de matériel manuel d'observation, dans le cadre du second cycle de financement du projet PACC +. Tokélaou souhaiterait par ailleurs poursuivre les discussions avec la Nouvelle-Zélande, les États-Unis d'Amérique et le Samoa en vue de l'extension de l'aide apportée pour les systèmes EMWIN et Chatty Beetles.

Tonga

55. 'Ofa Fa'anunu, Directeur du Service météorologique des Tonga, présente les réalisations du Service depuis la première réunion du CMO, et fait le point des activités prévues pour les deux années à venir dans le cadre de ses programmes. Le Service administre des programmes de prévision, d'observation, de services climatologiques et de radio côtière, ainsi qu'un programme d'appui technique. Un projet de loi en cours d'élaboration précisera son mandat.

56. Le représentant de Nioué demande des précisions sur le coût de participation au cours de perfectionnement sur l'observation météorologique, prévu aux Tonga. Il est informé que les participants devront prendre en charge les coûts de leur participation.

57. Le représentant de Kiribati demande des informations détaillées sur les coûts et le poste d'assistant technique du projet de Réseau d'observation du niveau de la mer. Les Tonga fourniront des informations complémentaires sur ces questions, au niveau bilatéral.

Tuvalu

58. Hilia Vavae, météorologue en chef du Service météorologique de Tuvalu, présente les réalisations du Service, notant que son pays est membre de l'OMM depuis peu. Tuvalu à l'intention de doter le Service météorologique d'une stratégie nationale et d'un plan de mise en œuvre. Une demande d'aide a récemment été adressée à l'OMM pour la formulation d'une loi sur le Service météorologique. Une demande d'aide lui a également été présentée en vue de la mise au point et de l'application d'un système de gestion de la qualité. Le pays n'a pas les capacités nécessaires pour lancer par lui-même des alertes aux tsunamis au moyen des nouveaux produits du PTWC.

59. Le représentant de l'OMM note qu'il est important de savoir précisément quels sont les pays de la région qui disposent d'une loi sur la météorologie. Le représentant du Samoa rappelle qu'une enquête avait été réalisée par l'OMM en 1993, mais que de nombreuses questions en avaient été omises, notamment la législation. L'OMM et le PROE ont collaboré à la préparation d'un projet de loi pour Nioué et pour Vanuatu. Le représentant du PROE précise que la législation mise au point pour Vanuatu peut servir de modèle, et qu'il est possible d'y intégrer la question du recouvrement des coûts. Le représentant de Nioué propose de fournir copie du projet de loi de son pays pour référence.

Vanuatu

60. David Gibson, Directeur du Département de la météorologie et des aléas géologiques de Vanuatu (VMGD), évoque la récente intégration de la Division aléas géologiques au sein du Département. Le VMGD comprend maintenant la Section météorologie, la Section climatologie, une Unité de gestion des projets/adaptation au changement climatique, une Section technologies de l'information et de la communication, une Division aléas géologiques et une Section observations. La Section prévisions météorologiques travaille en continu, et inclut le Centre d'alerte aux cyclones tropicaux de Vanuatu. La Section climatologie entreprend des recherches sur des processus tels que le phénomène ENSO. Le représentant de Vanuatu signale par ailleurs que le pays compte trois stations sismiques actives qui transmettent des données sur les cendres/panaches. Vanuatu partage avec la Nouvelle-Calédonie un serveur sismique qui transmet des informations dans les cinq minutes suivant la survenue d'un séisme, ce qui facilite le lancement des alertes aux tsunamis.

Australie

61. Ram Krishna, Directeur par intérim des affaires internationales au sein du Bureau météorologique australien, présente les activités du Bureau, et évoque notamment :

- Trois projets sur le SIO, la modélisation des inondations consécutives aux tsunamis, et les systèmes de gestion de la qualité, qui ont été mis en œuvre dans le cadre du Programme de renforcement des liens avec le secteur public océanien.
- Les formations dispensées par le Centre de formation du Bureau météorologique ;
- Les outils d'orientation élaborés par le Centre météorologique et océanographique national et par le CMRS de Darwin ;
- Le rôle du Bureau météorologique qui héberge le Centre régional d'instruments de l'OMM ;
- Les activités auxquelles le Bureau a apporté un soutien direct au moyen d'allocations sur ses fonds propres, et celles conduites dans le cadre d'accords de recouvrement partiel des coûts.

62. Il fait brièvement le point sur les avancées des programmes COSPPac et PACCSAP, qui font l'objet d'un examen plus détaillé au titre des points 12.3 et 12.4.

63. Des informations sont apportées sur le nouveau Fonds de partenariat public pour le développement de l'AusAID, auquel les membres du Conseil et le PROE sont encouragés à adresser des demandes de financement de projets, en collaboration avec le Bureau météorologique australien.

64. Pendant la discussion relative à la formation sur les cyclones tropicaux de l'hémisphère sud, le représentant de l'OMM précise que ce stage se tiendra du 24 septembre au 4 octobre 2013, à Nadi (Fidji).

Nouvelle-Zélande

65. Penehuro Lefale, Directeur du Service météorologique pour le Pacifique, et Alan Porteous, Directeur de l'équipe Climat, données et applications à la NIWA, font le point sur l'appui que la Nouvelle-Zélande apporte depuis la fin des années 90 aux services météorologiques de certains États et Territoires insulaires du Pacifique, dont elle assume directement la gestion. Depuis cette époque, la Nouvelle-Zélande s'est principalement attachée à fournir des conseils et à appuyer les projets, en concertation avec d'autres pays insulaires océaniques et partenaires. Un récapitulatif de l'appui fourni jusqu'ici par la Nouvelle-Zélande et ses partenaires et collaborateurs au titre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique est présenté en séance (voir l'annexe XXX). L'assistance apportée couvre les quatre axes prioritaires de la Stratégie, et contribue à la quasi-totalité des résultats clés escomptés dans le Pacifique. Ce soutien sera maintenu, sous réserve des ressources humaines et financières disponibles.

66. L'accord entre la Nouvelle-Zélande et la NOAA en vue de l'appui au programme PI-GCOS sera probablement renouvelé, sous réserve de financements. Le représentant des Îles Marshall ayant demandé à être ajouté à la liste des pays couverts par le bulletin *Island Climate Update*, le représentant de la NIWA confirme que cela peut être fait, et la discussion se poursuit.

États-Unis d'Amérique

67. Edward Young, Directeur par intérim du Service météorologique national (NOAA) pour le Pacifique, présente les activités menées par les États-Unis d'Amérique dans la région, en particulier :

- Les travaux de mise à jour/remplacement des systèmes EMWIN, désormais quasiment achevés, à l'exception de Kiribati où la mise à jour sera effectuée au début du mois de juillet, avec l'assistance du Bureau météorologique océanien/PROE, de la Division SOPAC de la CPS et de l'OMM qui prêtent tous leur concours à ce projet.
- Le déménagement de l'ensemble des bureaux de la NOAA situés à Honolulu (à l'exception du CMRS d'Honolulu et du programme d'observation des opérations de pêche) au Centre régional Inouye de la NOAA, en janvier 2014.

- L'appui apporté par le SMN/NOAA, au titre du Partenariat océanien, à la flotte américaine du Pacifique durant sa mission de 2013 au Samoa, aux Tonga, à la République des Îles Marshall, à Kiribati, aux Îles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. À cette occasion, la NOAA a fourni des informations sur l'aléa tsunami et des bulletins de météo marine, favorisé des échanges spécialisés avec les services météorologiques sur des questions de fond, et assuré le suivi des observations météorologiques des six nations d'accueil.
- Les programmes régionaux d'observation des opérations de pêche, et la nécessité de collaborer avec les organisations régionales et services nationaux des pêches pour étudier la possibilité d'établir un système de notification des observations météorologiques en mer, qui permettrait de combler les lacunes pour les zones de haute mer sans couverture.
- Le succès du projet pilote RANET sur l'implantation de terminaux Chatty Beetle dans le Pacifique Nord, où des observateurs transmettent désormais des données synoptiques, par liaison satellitaire depuis les îles périphériques, aux SMN des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie et des Palaos, et les améliorations notables résultant de la notification de ces observations qui sont incluses dans des cartes et modèles synoptiques et dans les rapports climatologiques journaliers et mensuels.

Troisième réunion conjointe des services météorologiques nationaux (SMN) et des bureaux nationaux de gestion des catastrophes

6.1. Remarques introductives

68. Le président du CMO ouvre la session conjointe du Conseil météorologique océanien et des spécialistes de la gestion du risque de catastrophe. Il rappelle qu'il s'agit de la troisième édition de cette manifestation conjointe qui permet de discuter des difficultés rencontrées et des succès partagés dans l'action menée pour développer la résistance des communautés aux catastrophes naturelles dont la gravité s'accroît sous l'effet du changement climatique.

Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique 2012-2021, Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC) et Cadre d'action océanien pour la réduction des risques de catastrophe et la gestion des catastrophes – Interface entre les SMN et les bureaux nationaux de gestion des risques de catastrophe

69. Netatua Pelesikoti, Directrice de la Division changement climatique du PROE, présente les liens entre les différents cadres d'intervention océaniques (Stratégie météorologique, PIFACC et gestion des risques de catastrophe) et les attributions des SMN, des bureaux nationaux de gestion des risques de catastrophe et des services de gestion des déchets. Mosese Sikivou, Directeur adjoint du Département réduction des risques de catastrophes du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, remercie le CMO de l'avoir invité, et exprime le vœu que les discussions engagées dans le cadre de cette réunion conjointe, notamment sur les systèmes améliorés d'alerte précoce multidangers, permettront aux membres du CMO et aux spécialistes de la gestion des risques de catastrophe de faire clairement entendre leur voix.

Initiatives nationales : Possibilités et principales difficultés rencontrées dans le cadre des accords entre les SMN et les bureaux nationaux de gestion des risques de catastrophe

Alertes au tsunami et réponse opérationnelle – Îles Salomon

70. Loti Yates, Directeur du Bureau national de gestion des risques de catastrophe) présente les dispositifs d'alerte au tsunami et de réponse opérationnelle aux Îles Salomon, et décrit le système mis en place par le Bureau météorologique australien. Les alertes lancées par le PTWC sont utilisées pour évaluer la menace dans le pays et adresser des alertes en langage clair aux communautés.

71. Il précise que dans des cas particuliers, tels que les tsunamis générés localement, les autorités publiques peuvent intervenir directement sur la base des informations dont elles disposent. Il faut privilégier une sensibilisation permanente des communautés pour garantir la rapidité des interventions. Les participants notent que le système d'alerte au tsunami du PTWC a une fonction de surveillance et d'alerte pour les tsunamis ayant des impacts distants.

72. Le représentant de la NOAA fait état des coûts élevés de la transmission par télécopie des alertes aux tsunamis concernant l'ensemble du bassin du Pacifique, et demande si les notifications par télécopie sont toujours la meilleure solution.

Alertes cycloniques et réponse opérationnelle aux cyclones tropicaux – Samoa

73. Austealia Titimaea et Filomena Nelson présentent un exposé sur l'alerte cyclonique et la réponse opérationnelle lors du passage du cyclone Evan, en décembre 2012, soulignant qu'il est important de lancer l'alerte avec des mots simples pour que les populations comprennent bien la situation. Les crues subites provoquées par le cyclone Evan ont causé des dégâts considérables, et tué quatre personnes. Dix pêcheurs qui avaient quitté le port durant la tempête n'ont jamais été retrouvés. La Section hydrologie étant responsable des alertes de crues/inondations, le Service météorologique se borne à émettre des avis, et il serait donc opportun de resserrer les relations de travail dans ce domaine. Les coupures d'électricité et l'interruption des liaisons Internet pendant le cyclone Evan ont compliqué les communications entre les intervenants. Des avis réguliers ont été publiés sur Facebook pour pallier les difficultés du SMN.

74. Des supports visuels illustrant les différences d'intensité des vents cycloniques sont en cours d'élaboration au Samoa. Le représentant des États-Unis d'Amérique demande s'il ne serait plus efficace et plus rapide de lancer l'alerte oralement, par exemple par téléphone. Le Samoa ayant demandé s'il existe un système de communication voix sur IP entre les deux Samoa, le représentant des États-Unis d'Amérique fait savoir que la hotline utilisant la liaison VHF micro-ondes entre les deux pays doit être rétablie.

Gestion intégrée des ressources en eau – Projet pilote de Nadi

75. Vinesh Kumar, Chef du projet de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), présente un exposé sur le projet pilote de Nadi et les difficultés rencontrées dans l'action menée auprès de la très large gamme d'intervenants et de communautés qui vivent dans le bassin versant.

76. Il expose l'expérience acquise dans ce cadre durant les deux vagues d'inondations survenues en 2012, soulignant qu'il est important de rattacher les initiatives nationales de réduction des risques de catastrophe et d'action climatique aux politiques et processus nationaux. Il est indispensable d'établir une collaboration entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les organisations de la société civile. Il rappelle par ailleurs combien il est avantageux d'associer les communautés à l'évaluation des risques ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre des mesures de réduction des risques de catastrophe. Il faut aussi veiller à maintenir un état de préparation opérationnelle, assurer l'entretien des équipements et engager une action de suivi-évaluation.

Système d'alerte sécheresse et réponse opérationnelle – République des Îles Marshall

77. Reginald White, Directeur du Service météorologique des Îles Marshall, indique dans son exposé qu'en période de sécheresse, les Îles Marshall sont pour l'essentiel dépendantes des dispositifs de captage des eaux pluviales, des eaux souterraines et des unités d'osmose inverse.

78. Il déclare qu'il faut multiplier le nombre de stations d'observation météo sur les îles périphériques, précisant que les populations peuvent contribuer utilement à la collecte de données météorologiques et climatologiques si elles sont formées et équipées à cet effet. Les Îles Marshall connaissent actuellement une grave sécheresse, qui restreint considérablement les

approvisionnements en aliments de base. L'UNDAC, l'USAID et d'autres grands partenaires ont apporté au pays une assistance vitale lors des opérations engagées pour faire face à la sécheresse. Il convient de développer les capacités des bureaux nationaux de gestion des risques de catastrophe, dont les effectifs doivent être développés et formés.

Manifestations et produits relatifs aux autres phénomènes météorologiques de forte intensité [et forte houle sans rapport avec les cyclones tropicaux] – Vanuatu

79. David Gibson, du Service météorologique de Vanuatu, souligne l'importance du projet SWFDDP pour la prévision des phénomènes météorologiques de forte intensité et les services d'alerte hors cyclones tropicaux. Il présente les produits et les services que le Département de la météorologie et des risques géologiques (VMGD) a fournis dans ce genre d'occasion pour faciliter la gestion des risques connexes. Il rappelle que le nombre de décès causés par les systèmes météorologiques de forte intensité, hors cyclones tropicaux, est bien supérieur à ceux dus aux cyclones, et que les bureaux nationaux de gestion des risques de catastrophe et les services météorologiques doivent coordonner leurs interventions. Il insiste sur l'importance du projet SWFDDP qui donne des orientations aux spécialistes de la gestion des risques de catastrophe, leur permettant ainsi d'intervenir plus efficacement.

80. Les participants notent que le PROE et l'OMM travaillent de concert pour mobiliser des financements et d'autres formes d'aide permettant de poursuivre le projet et d'en assurer la viabilité.

Initiatives régionales : Principales difficultés, problématiques et possibilités pour la mise en œuvre et le développement de la collaboration

PTWC – Amélioration des produits du Système d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique (PTWS)

81. S'exprimant au nom de la COI/UNESCO, Rajendra Prasad présente les nouveaux moyens d'alerte du PTWC, ainsi que des produits de nouvelle génération, qui ne reposent pas sur l'actuel système de veille et d'alerte (WARNING/WATCH), mais fournissent plutôt des indications grâce auxquelles chaque centre national d'alerte au tsunami peut déterminer le niveau de risque propre au pays. Un comité de coordination intergouvernemental se prononcera bientôt (à la prochaine réunion prévue du 9 au 11 septembre 2013) sur l'évolution du service, et il appartiendra ensuite à chaque pays de se doter des nouveaux produits à partir du moment où ils seront disponibles.

82. Le représentant des Tonga demande si les systèmes locaux d'alerte précoce sont adaptés, étant donné qu'un fort séisme peut être considéré comme le signal d'un risque de tsunami localisé. Des préoccupations sont également exprimées au sujet des nouveaux critères de hauteur des vagues, dans la mesure où les vagues ont des propriétés différentes sur chaque littoral.

83. Les participants se disent satisfaits de la mise au point de produits nouveaux/améliorés, malgré les réserves exprimées par certains pays quant à leur aptitude à les appliquer, ce qui conduit ces pays à demander si les produits existants pourront toujours être utilisés en parallèle des produits de nouvelle génération.

84. Les participants :

- **Demandent** au PROE de collaborer avec la COI et la CPS en vue de la réalisation d'une évaluation des capacités et des besoins des SMN pour l'utilisation des nouveaux produits, avant que les produits actuels ne soient plus diffusés.

Projet pilote sur la prévision des phénomènes météorologiques de forte intensité et la réduction des risques de catastrophe (SWFDDP) de l'Association régionale V de l'OMM (Pacifique Sud-Ouest)

85. James Lunny, du Service météorologique néo-zélandais, résume les avancées du projet SWFDDP/OMM dans le Pacifique Sud, et son importance pour la Stratégie météorologique dans les îles du Pacifique. Il explique que le projet vise à améliorer la précision des prévisions et à lancer des avis d'alerte dans les plus brefs délais en cas de phénomènes météorologiques de forte intensité. Il a également pour but d'améliorer les interactions entre les SMN et les bureaux nationaux de gestion des risques de catastrophe.

86. Le représentant de l'OMM souligne que le projet SWFDDP constitue un apport précieux pour la réduction des risques de catastrophe et l'action climatique, tout en aidant les États et Territoires insulaires océaniques à s'acquitter de leurs obligations au titre des conventions et accords internationaux tels que les Objectifs du Millénaire pour le développement, la CCNUCC, le CMSC, etc. Il félicite tous les pays et toutes les entités qui participent au projet, et contribuent à sa réussite, indiquant qu'il faudra veiller à la continuité des opérations lorsque le projet passera de la phase pilote à la phase opérationnelle. Les participants réitèrent la recommandation précédemment formulée (paragraphe 80), visant à ce que le PROE et les autres organisations compétentes du CORP travaillent en étroite collaboration avec l'OMM pour mobiliser des ressources financières auprès des partenaires du développement en vue du projet SWFDDP, notamment pour assurer le maintien du service MetConnect Pacific.

Coopération Sud-Sud – Réduction des risques de catastrophe (RRC)

87. Karen Bernard, du PNUD, présente un exposé sur l'état d'avancement et les accomplissements du projet, l'utilité des nouveaux partenariats forgés entre les SMN et les bureaux nationaux de gestion des risques de catastrophe du Pacifique et des Caraïbes, et l'importance qu'ils revêtent pour les pays qui n'ont pas participé à la première phase du projet.

88. Il est proposé d'encourager les organismes bailleurs de fonds et les partenaires du développement à apporter un soutien financier essentiel à la deuxième phase du projet, de préparer un document de réflexion sur le maintien de la coopération avec le Centre sur le changement climatique de la Communauté des Caraïbes et la Commission de l'océan Indien, et de faire toute la publicité sur cette collaboration interrégionale à l'occasion de la Conférence 2014 des PEID qui se tiendra à Apia (Samoa).

89. Le représentant des États-Unis d'Amérique fait état d'autres possibilités d'assistance dans le cadre de l'appui apporté par la NOAA aux Caraïbes. Les organisations du CORP et leurs homologues des Caraïbes devraient être mentionnés dans le document de réflexion, tandis que le PNUD devrait poursuivre son rôle de facilitateur.

Portail océanien sur le changement climatique

90. Le représentant du Secrétariat présente le Portail océanien sur le changement climatique (www.pacificclimatechange.net), soulignant son utilité pour la détection des lacunes des projets et initiatives d'action climatique dans la région. Un comité directeur régional, établi par les organisations du CORP, veille à l'exactitude et à la qualité des données et informations affichées sur le portail. Le représentant du Secrétariat évoque les activités prévues pour la phase suivante. La représentante des Palaos demande que les SMN soient invités aux futures formations et réunions concernant le portail, afin d'assurer une meilleure coordination. Le PROE doit s'attacher à actualiser régulièrement la base de données en sollicitant des informations auprès des SMN.

91. Le représentant de l'Australie souligne l'importance du portail pour la coordination de l'aide. Le représentant du Secrétariat informe les participants que les seules informations placées sur le portail seront celles déjà approuvées/autorisées pour diffusion par les pays concernés.

SERVICES HYDROLOGIQUES

92. Évoquant les inondations et les sécheresses récentes, Neville Koop (Secrétariat du PROE) et Peter Sinclair (SOPAC/CPS) déclarent qu'il faut renforcer les liens entre météorologie et hydrologie dans la région.

93. Les participants conviennent qu'il est important de coordonner les aspects opérationnels, mais jugent indispensable de préciser les mandats respectifs du PROE (météorologie) et de la Division SOPAC de la CPS (hydrologie) dans la région.

94. Ils constatent que différentes modalités régissent la prestation des services météorologiques et des services hydrologiques au niveau national, mais qu'une coordination n'en est pas moins envisageable, par exemple en les associant au sein du programme CliDE. Prenant le cyclone Evan comme exemple, le représentant du Samoa indique que le Service météorologique n'avait pas accès aux données sur le débit des rivières, d'où une moins bonne prévision des crues.

95. Les participants :

- **Notent** qu'il faudra impérativement organiser une session conjointe sur l'hydrologie et la météorologie à la prochaine réunion du CMO, en 2015, et invitent la Division SOPAC de la CPS et le PROE à prendre les mesures nécessaires à cet effet.
- **Encouragent** les membres du CMO à étudier attentivement comment les services météorologiques et hydrologiques pourraient collaborer de façon rentable et efficace, en gardant à l'esprit leurs objectifs communs d'apport de données et de services aux utilisateurs.
- **Demandent** au PROE, en concertation avec la CPS, l'OMM et les autres partenaires, de définir les mesures et activités régionales et nationales susceptibles de développer les capacités des services hydrologiques et météorologiques des pays insulaires océaniques, afin qu'ils puissent améliorer et mieux coordonner leurs prestations aux pouvoirs publics, notamment pour les avis de crues et de sécheresses et leur gestion.

QUESTIONS RELATIVES À L'OCÉAN

Améliorer la participation des pays insulaires océaniques aux travaux de la COI-UNESCO

96. Philip Wiles, du PROE, précise que plusieurs membres du CMO ne sont pas membres de la COI-UNESCO (Nauru, Vanuatu, États fédérés de Micronésie, République des Îles Marshall, et Palaos), et que le Pacifique s'investit peu dans l'action de la COI.

97. Une discussion s'engage sur le processus d'adhésion, lequel est gratuit étant donné que tous les non-membres sont déjà membres de l'UNESCO. Le Conseil exécutif de la COI, qui se réunit en ce moment même à Paris, statue sur l'adhésion de nouveaux membres en son sein.

98. La discussion se poursuit sur les différents groupes de travail, dont certains à vocation technique sont pertinents pour le Pacifique, notamment le groupe de travail régional sur le Pacifique Sud-Ouest. Rajendra Prasad, le représentant de la COI-UNESCO, se propose de fournir des informations complémentaires aux personnes intéressées.

99. Les participants :

- **Invitent** les membres du CMO qui ne sont pas membres de la COI à **encourager** leur gouvernement à y adhérer.
- **Encouragent** les membres du CMO à accroître la représentation océanienne au sein du Comité exécutif de la COI et à participer à ses groupes de travail (par exemple celui sur les tsunamis).

Évolution de TAO-TRITON, système d'alerte précoce sur le phénomène ENSO

100. Philip Wiles, du PROE, souligne l'importance du réseau de stations TAO-TRITON, et évoque les problèmes liés au maintien du réseau dont la responsabilité va être transférée des instituts de recherche aux entités opérationnelles.

101. Les participants :

- **Adoptent** la déclaration suivante :

« Le Conseil météorologique océanien reconnaît l'utilité du réseau de stations TAO-TRITON qui permet d'annoncer rapidement les phénomènes El Niño et La Niña et les prévisions climatiques saisonnières connexes, d'où des avantages considérables pour les communautés insulaires océaniques. »

« Le Conseil météorologique océanien demande donc avec force que l'appui au réseau de stations TAO-TRITON soit maintenu, afin de pouvoir continuer à bénéficier de ces précieux services. »

ÉDUCATION, FORMATION ET RECHERCHE

102. Arona Ngari présente un exposé sur l'éducation, la formation et la recherche, notant qu'il existe de nombreuses possibilités de formation, que l'évolution de carrière des agents des SMN doit être clairement établie, et que les exigences posées pour la participation à certaines formations devraient être assouplies. La Stratégie météorologique n'aborde pas explicitement la question de la recherche, en dépit d'un réel besoin de recherches en collaboration sur les causes sous-jacentes de l'évolution du climat.

103. Des remerciements sont adressés au programme PACCSAP pour l'encadrement apporté, et une aide complémentaire est sollicitée en vue de l'octroi de bourses d'études. Le représentant de la NIWA (Nouvelle-Zélande) dit attendre confirmation de la NZAID au sujet du mécanisme établi pour l'organisation de détachements/services de mentorat auprès de la NIWA. Le représentant du Samoa mentionne le groupe de recherche météorologique qui se réunit tous les ans, et les participants félicitent l'USP de l'action menée en faveur des sciences météorologiques et climatologiques, et l'incitent vivement à poursuivre dans cette voie.

104. Les participants conviennent de l'importance majeure de la formation, même si les petits services n'ont guère la possibilité de tirer parti de toutes les possibilités offertes. Les formations doivent être adaptées, dans la mesure où chaque service météorologique a des spécificités propres. La coordination est importante, et les besoins devraient être recensés durant l'audit de la formation qui sera réalisé au titre du programme COSPPac. Le représentant de l'Australie précise que des prérequis sont exigés pour certains cours de formation du système de gestion de la qualité. Les experts régionaux doivent également appuyer les SMN dans leurs besoins de formation en cours d'emploi, et il serait avantageux de reconnaître la formation des observateurs météo. Le représentant des Fidji

suggère que l'OMM et l'USP se concertent afin de mettre au point de nouveaux programmes de formation dans les domaines requis.

105. Le représentant de la NOAA évoque les possibilités de détachement auprès du Bureau de formation internationale pour le Pacifique, et recommande la constitution d'un groupe de travail chargé d'étudier les possibilités de formation dans la région et d'établir dans quelle mesure elles répondent à l'ensemble des besoins des Directeurs des services météorologiques. Pour répondre aux besoins de perfectionnement des agents des SMN, il faut en outre déterminer le degré de progression des activités de formation et préciser par quels établissements elles sont dispensées.

106. Les participants :

- **Encouragent** à déterminer le cheminement de carrière des personnels, ce qui favorisera une bonne adéquation entre leurs besoins d'évolution et les formations dispensées.
- **Encouragent** les prestataires de formation à assouplir les conditions posées pour la participation aux formations de niveau avancé.
- **Preignent acte** des possibilités actuelles et antérieures de recherche en collaboration, de mentorat et de détachements auprès d'institutions de pays développés, et **demandent** que ces possibilités soient développées.
- **Demandent** aux Îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie et aux Îles Cook de constituer un groupe de travail sur l'éducation et la formation, dont les travaux seront facilités par le Secrétariat du Bureau météorologique océanien.

LE POINT SUR LES AVANCÉES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE MÉTÉOROLOGIQUE POUR LES ÎLES DU PACIFIQUE 2012-2021

107. Le Secrétariat présente un rapport sur l'avancement des travaux des bailleurs de fonds, des partenaires du CMO et du Partenariat pour le Bureau météorologique océanien en vue de la concrétisation des 14 résultats clés escomptés de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique 2012-2021. Le rapport couvre l'ensemble des activités portées à l'attention du Secrétariat et mises en œuvre dans le Pacifique entre août 2011 et juin 2013 dans le but d'appuyer l'action des SMN.

108. Il est entendu que diverses activités et initiatives financées dans les pays au titre d'accords bilatéraux ou d'autres budgets ont peut-être été omises, mais il n'est pas toujours aisé de recueillir chaque année des informations auprès de l'ensemble des SMN. Par ailleurs, le Secrétariat préconise de renforcer encore la coordination entre le Partenariat et les différentes parties prenantes pour faciliter la collecte des données et informations nécessaires à la constitution du cadre de suivi-évaluation (qui fait l'objet du point 11.0 de l'ordre du jour).

109. Les participants :

- **Preignent note** du rapport d'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique dans les SMN des pays de la région.

CADRE DE SUIVI-ÉVALUATION DE LA STRATÉGIE MÉTÉOROLOGIQUE POUR LES ÎLES DU PACIFIQUE 2012-2021

110. Mark Graham, du PROE, donne un aperçu des procédures de suivi et d'évaluation et de celles proposées pour la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique.

111. Une discussion s'engage sur les autres dispositifs régionaux de suivi-évaluation, et les résultats obtenus dans ce domaine (par exemple dans le cadre du programme COSPPac) sont proposés au Secrétariat pour faciliter le suivi-évaluation de la Stratégie météorologique. Les activités engagées à ce titre doivent faire le lien avec les normes et le Plan stratégique opérationnel de l'OMM. Les membres du CMO discutent de la transition à opérer entre les aspects quantitatifs et qualitatifs, et les mesures de performance.

PROGRAMMES, PROJETS ET AUTRES INITIATIVES VISANT À DÉVELOPPER LES CAPACITÉS DES SMN

Université du Pacifique sud (USP) – Développement des capacités dans les domaines météorologique, climatologique et hydrologique

112. Elisabeth Holland, de l'USP, présente les cours du Centre océanien pour l'environnement et le développement durable (PACE-SD) en rapport avec la météorologie et la recherche. Elle mentionne en particulier le cours sur la météorologie tropicale qui a été offert cette année pour la première fois. Ce cours, qui a été élaboré par COMET aux normes de l'OMM, est également offert dans d'autres universités, dont l'Université des Indes occidentales.

113. Les participants estiment que le cours de météorologie tropicale est une avancée importante pour la région, car c'est le premier cours offert dans le Pacifique qui comporte un important volet de dynamique des fluides, en plus des sciences atmosphériques. Les participants évoquent aussi les synergies entre l'USP et les centres internationaux de formation en météorologie, et conviennent qu'il faut resserrer les relations de travail avec tous ces intervenants.

114. La représentante de l'USP remercie l'AusAID de l'aide apportée pour la création du PACE-SD. Elle mentionne notamment les bourses d'études auxquelles peuvent avoir accès les agents des SMN des pays insulaires océaniques. Elle fait aussi état de l'aide fournie par les SMN à la mise au point de nouveaux cours ; en prévision d'un atelier prévu en octobre, l'USP recherche en effet des études de cas sur des services climatologiques ayant donné de bons résultats.

115. La représentante de l'USP signale que le cursus de premier cycle en météorologie, offert jusqu'à récemment par la FNU, n'est plus dispensé, et qu'il ne sera probablement pas rétabli, faute de personnel. Si les choses devaient se passer ainsi, l'USP serait intéressée à prendre le relais.

116. Plusieurs membres signalent des écarts entre les cours offerts par les établissements d'enseignement de la région et les prérequis exigés pour participer aux stages proposés par les partenaires régionaux et l'OMM.

117. Les participants :

- **Invitent** le Secrétariat du Partenariat pour le Bureau météorologique océanien à préparer un rapport sur ces lacunes, et à travailler avec les établissements d'enseignement de la région pour y remédier (voir le document de travail WP 9.0).

Organisation météorologique mondiale (OMM) – Composantes régionales des programmes de l'OMM et Programme régional pour la Région V, y compris les politiques

118. Henry Taiki, de l'OMM, présente aux participants la Stratégie de l'OMM pour le développement des capacités, le Plan de mise en œuvre connexe et les activités de l'OMM pour la Région V, qui s'inscrivent dans le droit-fil de l'un des axes du Plan stratégique 2012-2015 de l'OMM. La stratégie et son plan de mise en œuvre proposent une démarche ordonnée et cohérente pour l'exécution des activités de renforcement des capacités de l'OMM.

119. Les participants :

- **Prennent note** des informations sur l'aide apportée aux membres océaniques de l'OMM ainsi que sur les activités de l'Organisation pour la période 2013-2015 ;
- **Encouragent** le PROE à resserrer ses relations de travail avec l'OMM, via le Partenariat pour le Bureau météorologique océanien et le CMO, afin d'aider les SMN des pays insulaires océaniques à améliorer encore le développement des capacités et la prestation de services météorologiques dans le Pacifique.

Programme océanien de soutien climat et océans

120. Janita Pahalad, directrice du programme COSPPac, présente l'action menée à ce titre, qui est accueillie avec grande satisfaction par les participants. Ils prient le Bureau météorologique australien de travailler en étroite collaboration avec le PROE dans le cadre de ce programme.

121. Le représentant du Samoa invite le COSPPac à réenvisager d'affecter le chargé de la communication au PROE, plutôt qu'à la Division SOPAC de la CPS, afin que cet agent puisse s'aligner sur l'action menée par le Partenariat pour le Bureau météorologique océanien, comme il en avait été question durant la réunion du comité directeur du COSPPac, en avril 2013.

122. Les participants se déclarent très satisfaits de l'action menée au titre du système SCOPIC, notamment le renforcement des capacités des services météorologiques, bien que, d'après le représentant du Samoa, les prévisions du modèle sont de qualité insuffisante pour la saison sèche. Les participants conviennent qu'un libre accès en ligne à SCOPIC serait avantageux.

123. Les participants sont informés que la cartographie des capacités des SMN réalisée dans le cadre du COSPPac contribuera à faire le point sur la question, et à identifier les intervenants avec lesquels les SMN souhaitent travailler, ce qui permettra de mieux cibler les formations.

124. La directrice du COSPPac précise que les travaux relatifs au portail Océans seront concentrés sur la variabilité climatique, et que l'on ne cherchera pas à surcharger le portail de données sur le changement climatique.

Programme australien pour la science et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique

125. Geoff Gooley, directeur du PACCSAP, fait le point sur l'action menée dans le cadre du programme et les plans envisagés pour la prolongation indépendante du programme pendant 12 mois, soit jusqu'en juin 2014. Comme il est envisagé d'organiser une deuxième phase, il demande aux SMN d'indiquer leur intérêt, et sollicite la collaboration des organisations du CORP.

126. Rappelant que ce programme fait suite à des travaux précédemment réalisés dans le Pacifique, les participants indiquent que c'est la première fois que des projections climatiques spécifiques aux pays insulaires océaniques sont mises à leur disposition. Une demande est formulée pour que les nouveaux modèles CMIP5, issus du cinquième Rapport d'évaluation du GIEC, soient désormais utilisés. Il est important d'assurer le développement continu des bases de données climatologiques et de maintenir le soutien à cette action. Le représentant du Samoa demande qu'un autre atelier sur la zone de convergence du Pacifique sud et les indices de pluviométrie soit organisé, et félicite le programme PACCSAP de son travail.

127. Les participants :

- Prennent note de l'importance du programme PACCSAP pour la climatologie régionale, et recommandent vivement sa prolongation pour une nouvelle phase.

Projet Finlande-Pacifique (FINPAC)

128. Alberto Blanco Sequeiros présente le projet FINPAC.

129. Suite à une demande du représentant du Samoa pour que plus de deux sièges soient alloués aux pays océaniques au comité directeur, le Secrétariat fait état d'une insuffisance de fonds. Des documents seront diffusés avant les réunions pour que les parties concernées puissent présenter leurs commentaires et qu'ils soient pris en compte durant les délibérations. Le représentant de l'Australie félicite le FINPAC de sa détermination à améliorer le réseau synoptique de base régional, et demande si le programme COSPPac pourrait devenir membre du comité directeur, une candidature que le

Secrétariat s'engage à examiner. Le PROE veillera à mettre en place les conditions de coordination nécessaires entre le projet FINPAC et les autres projets pertinents.

130. Le représentant du FINPAC indique qu'aucune décision n'a encore été prise quant à la date du stage de formation sur les conditions météorologiques extrêmes, mais qu'il sera intégré aux activités de formation de l'OMM dans la région. Les participants soulignent qu'il faut impérativement coordonner les différents projets (par exemple FINPAC, COSPPac, PACCSAP, SWFDDP), tandis que le représentant de l'OMM fait valoir que le projet FINPAC devrait être représenté au sein de l'équipe de gestion régionale, et vice versa. Le chef du projet FINPAC, récemment recruté à plein-temps, sera chargé de la coordination, mais d'autres agents du secrétariat agiront également en ce sens.

Transmission radio via l'Internet (RANET)

131. Edward Young, Directeur par intérim du Service météorologique national pour le Pacifique (NOAA) présente un exposé sur la transmission radio via l'Internet (RANET) dans le Pacifique. Mis en place en 2003, dans le cadre d'une collaboration entre la NOAA, le Service météorologique néo-zélandais, le Bureau météorologique australien et le PROE, le programme RANET a pour objet l'installation de systèmes de communication par radio HF et satellite en vue de la diffusion de données météorologiques sur l'Internet. Les systèmes EMWIN et LRIT ont été mis à jour dans l'ensemble du Pacifique en 2011-2013 (sauf à Kiribati), et des terminaux Chatty Beetles ont été installés sur tout le territoire des Îles Marshall. Quinze stations RAPIDcast (RANET – Diffusion d'informations en Asie-Pacifique) ont été expédiées vers le Pacifique. On peut voir les lieux où elles ont été implantées à l'adresse www.maptack.org, un nouveau portail de données offrant un suivi des systèmes de communication de secours.

132. Le représentant de la Nouvelle-Zélande informe les participants que le volume de données météorologiques provenant des émetteurs HF de secours installés dans le Pacifique est minime ; le système sera maintenu, même s'il n'est pas commercialement viable, mais de nouvelles solutions sont à l'étude. Bien qu'il exige un approvisionnement électrique stable et une connexion internet, un site récemment identifié pourrait faire office de concentrateur HF, et on espère qu'il sera opérationnel d'ici la fin de l'année. Le représentant des Îles Cook propose de conduire une enquête régionale sur l'utilisation de RANET radio FM pour le lancement des avis d'alerte, ce qui permettrait de déterminer les besoins auxquels le système répond en priorité.

133. D'aucuns évoquent les récents départs à la retraite, et les compétences qui ont été perdues à cette occasion. Le représentant des États-Unis d'Amérique signale que des fonds sont disponibles en vue de la création d'un centre de formation où cette expérience pourrait être reconstruite. La NOAA a l'intention de proposer des formations sur les systèmes de communication dans son nouveau Bureau de formation internationale dans le Pacifique. Le représentant de Tokélaou remercie les États-Unis d'Amérique et la Nouvelle-Zélande de la fourniture de nouveaux terminaux Chatty Beetles et de stations météorologiques automatiques, de l'aide apportée dans le cadre des formations et de la préparation d'un projet de loi, ainsi que des interventions du programme PACRAIN (Université de l'Oklahoma) qui fournit des supports pédagogiques pour les écoles.

134. Les participants :

- **Décident** que tous les membres désigneront leur point focal national et leur responsable technique aux fins de l'initiative mapack.org, à laquelle ces informations seront notifiées.
- **Préconisent** la mise en place d'un fonds régional de notification afin d'assurer le financement régulier des systèmes et infrastructures de communication et de service, tels que les terminaux Chatty Beetles et RAPIDCast, d'éviter ainsi les coûts administratifs liés aux règlements individuels par pays, et de garantir la stabilité des services dans le temps.

Système d'information climatologique sur les îles du Pacifique (PACIS)

135. John Marra, de la NOAA, présente le système d'information climatologique sur les îles du Pacifique (PaCIS), qui est à la fois un cadre de planification de programmes et un dispositif d'appui aux services climatologiques américains dans le Pacifique, dont les trois axes d'intervention prioritaires sont : la constitution d'un réseau fédérateur, la réalisation d'évaluations et l'élaboration de produits et de services.

136. Une discussion s'engage sur l'alignement des activités climatologiques, ce qui ne peut se faire sans planification ; le regroupement des téléconférences sur le climat pourrait en être un bon exemple.

PRIORITÉS ANCIENNES ET NOUVELLES

Compétences/normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) concernant notamment les prévisionnistes et les exigences posées pour la formation ; lacunes dans le domaine météorologique ; systèmes de gestion de la qualité ; et recouvrement des coûts liés aux services météorologiques à l'aéronautique

137. 'Ofa Fa'anunu, Directeur du Service météorologique des Tonga, rappelle que deux documents (Normes et pratiques recommandées internationales) définissent les normes que les autorités météorologiques doivent satisfaire (Annexe 3 de la Convention de l'OACI – Assistance météorologique à la navigation aérienne, et le Règlement technique – OMM N°49).

138. Il rappelle que les États ont jusqu'au 1^{er} décembre 2013 pour appliquer les normes relatives aux compétences des personnels de la météorologie aéronautique, et que le système de gestion de la qualité devait être établi avant le 15 novembre 2012. En outre, des carences concernant les services météorologiques à l'aviation, relevées par l'OACI il y a déjà longtemps dans certains SMN, n'ont toujours pas été réglées.

139. L'OMM a adressé un courrier à tous les membres qui ne sont pas en conformité avec les dispositions pertinentes de la réglementation de l'OACI (paragraphe 2.2.3 de l'Annexe 3), soulignant qu'il serait souhaitable d'informer l'OACI de cette situation au moyen de la procédure type de déclaration de différence, en indiquant quand et comment ils envisagent de se mettre en conformité. Cette notification protège à la fois le membre concerné et le prestataire de services de toute conséquence juridique majeure pour le cas où un incident ou un accident d'origine météorologique soit imputé à une situation de non-conformité avec la réglementation de l'OACI.

140. Les participants prennent note que les Fidji ont été certifiés en janvier 2012 pour l'émission de prévisions aéronautiques, remercient le projet FINPAC, l'OMM, Météo-France et le Bureau météorologique australien de l'aide apportée lors de l'établissement des systèmes de gestion de la qualité, et notent qu'une formation sera bientôt organisée sur ce thème à Apia. Les membres du CMO devraient inclure les coûts de leur participation aux réunions de l'OACI dans leurs plans de recouvrement des coûts. Ils doivent également tenir compte de l'incidence du recouvrement des coûts dans toute législation future. La certification et la documentation peuvent se révéler coûteuses, mais ces coûts peuvent être recouverts auprès des utilisateurs finals. D'aucuns signalent qu'il est parfois compliqué de recouvrer le coût des services à l'aéronautique lorsqu'il y a plusieurs prestataires de services. Le débat n'est pas clos afin que la question puisse être rouverte à de futures réunions. En tant que prestataire de services, les Fidji demandent de veiller à l'exactitude et à la rapidité des échanges d'informations, et proposent leur aide aux autres SMN pour la mise en place de leurs systèmes de gestion de la qualité. Le représentant de la Finlande rappelle que l'atelier sur les systèmes de gestion de la qualité se tiendra à Apia en juillet 2013.

141. Les SMN des pays insulaires océaniques devraient discuter de leur système de gestion de la qualité avec leurs autorités aéronautiques respectives, et les pays qui ne sont pas en conformité à cet égard pourraient solliciter l'assistance des pays qui les ont devancés.

142. Les participants :

- **Recommandent** vivement de formaliser les accords de services entre les SMN, lorsqu'il y a lieu.
- **Encouragent** les membres à tirer parti de ressources telles que le Bureau de la sécurité aérienne dans le Pacifique (PASO) pour obtenir leur certification.
- **Encouragent** les pays membres du PROE également membres de l'OACI à adhérer au Groupe régional Asie-Pacifique de planification et de mise en œuvre de la navigation aérienne (APANPIRG) et à participer à la réunion annuelle de son sous-groupe sur la météorologie.
- **Prient** le PROE de resserrer sa collaboration avec l'OMM et les autres organisations régionales pour aider les pays à satisfaire leurs obligations au titre de la météorologie aéronautique, et à engager les activités régionales prioritaires prévues au titre du résultat escompté 1 de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique.

Mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) dans la région des îles du Pacifique

143. Dans son exposé, John Marra, de la NOAA, fait remarquer que les priorités du CMSC sont alignées sur celles du CMO, et présente les progrès de l'offre de services climatologiques dans la région depuis la première réunion du CMO. Il réitère les observations formulées sur le sujet à cette première réunion, et invite les membres à approuver la proposition de création d'un groupe spécial sur les services climatologiques dans les îles du Pacifique (dont le mandat fait l'objet de l'annexe 13.2).

144. Jugeant le concept intéressant, les participants indiquent que les SMN et les principales organisations devraient y être représentés, et qu'il convient d'adopter une démarche cohérente, efficace et efficiente en ce qui concerne la formation et le développement des capacités, les multiples portails d'information et les prévisions saisonnières. Ils suggèrent que ce groupe spécial soit constitué au sein du Conseil régional V de l'OMM, soulignant que cette formule permettrait de structurer les consultations.

145. Les représentants des Tonga, des Îles Salomon et du Samoa demandent que l'on organise un atelier inaugural sur le CMSC pour la région du Pacifique Sud.

146. Les participants :

- **Notent** les avancées considérables de l'offre de services climatologiques dans les pays insulaires océaniques depuis la première réunion du CMO ;
- **Constatent** l'appui majeur apporté jusqu'ici par le PROE et les autres partenaires, tels que l'OMM, pour promouvoir l'application du CMSC dans les pays insulaires océaniques ;
- **Réitèrent** les conclusions des différents ateliers et réunions sur le CMSC et les questions connexes, en particulier la recommandation de l'atelier tenu en 2011 à Majuro, visant à déterminer les structures et fonctions institutionnelles permettant d'offrir des services climatologiques régionaux, de façon efficace et durable, et à identifier le centre océanique d'activité à partir du Forum sur les services climatologiques pour les îles du Pacifique ;
- **Notent** qu'il faut impérativement adopter une approche plus stratégique, mieux alignée et mieux coordonnée pour promouvoir, de manière solide et durable, les activités et investissements liés aux services climatologiques en Océanie ;
- **Approuvent** dans son principe la constitution d'un groupe spécial sur les services climatologiques dans les îles du Pacifique qui tiendra lieu de comité consultatif du CMO sur les questions concernant les pays insulaires océaniques ;

- **Demandent que le mandat du groupe spécial soit clairement établi, et qu'il soit rattaché au CMSC et aux mécanismes existants ;**
- **Prient le PROE de :**
 - (1) Prendre les dispositions qui s'imposent en vue de l'établissement du groupe spécial, d'organiser sa première réunion dans les meilleurs délais après que ses membres ont été désignés, et de déterminer la date et le lieu de cette première réunion, en concertation avec le président et le vice-président du CMO. Le président du CMO assumera la présidence de la première réunion du groupe spécial, jusqu'à ce que celui-ci élise un [animateur indépendant] [président] qui sera chargé de présider ses délibérations ;
 - (2) Fournir au groupe spécial l'appui nécessaire, et de rechercher des financements et d'autres ressources en vue de ses travaux ;
 - (3) Tenir les membres du CMO, la Conférence du PROE et, s'il y a lieu, les partenaires concernés, informés des progrès et de l'évolution des travaux du groupe spécial ;
 - (4) Porter la question à l'attention de toutes les parties concernées.

Plan régional de l'OMM pour l'application du Système d'information de l'OMM et des codes déterminés par des tables (TDCF) dans la Région V, par les différents SMN des pays insulaires du Pacifique et la région

147. S'exprimant au nom de Russell Stringer (OMM), Henry Taiki, (OMM) présente le Système d'information de l'OMM (SIO), qui est l'infrastructure mondiale de notification d'informations météorologiques, climatologiques et hydrologiques et d'informations connexes. Il précise que la migration de ce système vers les TDCF interviendra d'ici le mois de novembre 2014.

148. Les participants suggèrent que tous les pays adoptent le système mondial de télécommunications (SMT), sur lequel repose le SIO, étant donné qu'il s'agit du premier moyen de transmission des alertes aux tsunamis et des alertes météorologiques. Un pays peut avoir plusieurs centres nationaux (par exemple le service météorologique et le bureau de gestion des catastrophes). Le représentant des États-Unis d'Amérique indique que le réseau EMWIN s'appuyait sur ce système d'information, mais qu'il a cessé d'utiliser les tables du SMT comme moyen de diffusion officiel, sans que soit fournie d'explication.

149. Les participants indiquent que l'atelier récemment tenu à Melbourne [avril 2013] a été utile, même s'il s'adressait davantage aux spécialistes des TIC, et que les membres n'ont pas tous le même profil. Le représentant du Samoa demande que le prochain atelier se tienne dans le service météorologique du pays d'accueil. Les SMN sont invités à s'atteler à la question, à faire preuve d'initiative dans ce domaine et à approcher le Bureau météorologique australien en cas de difficultés.

150. Signalant que certains pays insulaires océaniques risquent d'avoir des difficultés à passer aux codes déterminés par des tables en novembre 2014, le représentant de la NOAA demande au Bureau météorologique australien de Melbourne s'il serait en mesure de transférer le nouveau format de données sur les équipements récemment installés.

Plan régional de l'OMM pour l'application du Système mondial intégré des systèmes d'observation (WIGOS) dans la Région V, par les différents SMN des pays insulaires du Pacifique et la région

151. S'exprimant au nom de Russell Stringer (OMM), Henry Taiki, (OMM) présente le système WIGOS, qui réunit dans un cadre unique les programmes GCOS, GOOS et GTOS, tandis que Misaele Funaki (du CMRS de Nadi) revient sur les cyclones des deux années précédentes, les questions qu'ils ont suscitées et les retours d'information sur les prestations du CMRS.

152. Les participants félicitent le Service météorologique fidjien du rôle qu'il a joué en tant que CMRS. Le représentant de la COI fait observer que les modèles fournissent des orientations, mais que leurs résultats doivent être exploités en conjonction avec les autres informations disponibles.

153. Les participants remercient l'Université de l'Oklahoma du travail accompli dans le cadre du programme PACRAIN/SPaRCE pour aider les pays insulaires océaniques à améliorer leurs réseaux d'observation, et à développer et préserver les archives climatologiques de la région.

DÉCLARATION DU CMO SUR LA RÉUNION CONJOINTE DE LA TABLE RONDE DES ÎLES OCÉANIENNES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA PLATEFORME OCÉANIQUE POUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

154. Les participants notent l'imprécision de la situation juridique du PROE au regard de la réunion conjointe, et le représentant du Samoa demande qu'un point sur cette question soit ajouté à l'ordre du jour de la troisième réunion du CMO.

155. Après quelques modifications apportées au projet de déclaration à l'intention de la réunion conjointe, les participants :

- **Approuvent** la déclaration du CMO en vue de la Feuille de route océanique, telle qu'elle figure à l'Annexe XXX.

PLAN DE TRAVAIL DU CMO/BUREAU MÉTÉOROLOGIQUE OCÉANIQUE POUR LA PÉRIODE DE JUILLET 2013 À JUILLET 2015

156. Au nom du PROE, Salesa Nihmei présente le schéma révisé du plan de travail du Bureau météorologique océanique, en précisant que le schéma sera complété une fois que les partenaires auront fait connaître leurs intentions.

157. Les participants sont d'avis que ce schéma améliorera la visibilité des activités du CMO dans la région. Le représentant du PROE informe les participants que les activités d'ores et déjà connues du Bureau météorologique australien seront présentées à la 24^e Conférence du PROE, au titre du budget de la Division changement climatique.

158. Les participants :

- **Adoptent** le schéma révisé du plan de travail tel que présenté ; et
- **Décident** de fournir au PROE des informations sur les activités et les budgets afin de compléter le schéma, et de le diffuser hors séance pour approbation.

TABLE RONDE DU CMO ET DE SES DONATEURS ET PARTENAIRES (5 JUILLET 2013)

159. Compte tenu de l'indisponibilité de plusieurs partenaires et donateurs, la table ronde n'a pas été organisée à la date prévue. Les donateurs présents à Nadi pendant la présente série de réunions ont été approchés de manière informelle, et ont donné des réponses positives.

160. Le représentant du Samoa prie le PROE d'organiser une table ronde des donateurs et des partenaires à une date ultérieure, et d'y inviter certains membres du CMO, notamment le président et le vice-président. Les participants constatent que le document de conception du projet (annexe du document WP_16.0.Att1) s'inspire d'une analyse des besoins tirée d'une étude des lacunes et des besoins évoqués dans les rapports nationaux et la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique, mais qu'il faut établir une hiérarchie des besoins pour retenir l'attention des donateurs. Un document de projet mieux ciblé sera établi en prévision de la table ronde avec les donateurs. Il devra rappeler que le manque d'instruments et d'infrastructures d'observation est un problème majeur pour la région.

161. Les participants sont informés que le Partenariat pour le Bureau météorologique océanique repose sur un unique protocole d'accord, celui passé entre le PROE et l'OMM. Le Secrétariat encourage les autres parties au Partenariat à établir des protocoles d'accord similaires.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES RÉUNIONS DU CONSEIL MÉTÉOROLOGIQUE OCÉANIEN

162. Le représentant du Secrétariat du PROE présente le projet de règlement intérieur.

163. Le représentant du Samoa fait état de diverses difficultés liées à l'organisation administrative de la deuxième réunion du CMO, et demande que l'on revoie les dispositions institutionnelles en vue de la troisième réunion du Conseil.

164. Les participants :

- **Décident** de retenir les formulations officielles figurant dans la publication du PROE intitulée « Taking the Floor, A Pacific Island Country Guide to Negotiating International Environmental Agreements ».
- **Adoptent** le Règlement financier du PROE en tant que Règlement financier provisoire du CMO, en attendant que celui-ci adopte son propre Règlement financier.
- **Adoptent** le Règlement intérieur tel qu'amendé, et **prient** le PROE de le soumettre pour adoption à la 24^e Conférence du PROE.

DATE ET LIEU DE LA TROISIÈME RÉUNION DU CMO

165. Les représentants des Tonga, de Vanuatu et du Samoa proposent d'accueillir la troisième réunion du CMO ; après en avoir débattu, les participants décident que la réunion se tiendra aux Tonga. La date de la réunion sera arrêtée en concertation avec le CMO.